LETTRE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Paris le 14/05/2012

Monsieur le Président,

Votre campagne a montré l'intérêt que vous portez aux médias et plus particulièrement au service public de l'audiovisuel et à ses développements technologiques.

Nous nous adressons donc à vous, dès les premiers jours de votre élection car Radio France est en crise même si cela n'apparaît pas à l'écoute de nos antennes.
Si la direction de Radio France est toujours prompte à communiquer et saluer les bons résultats Médiamétrie, elle est beaucoup moins vive à communiquer sur l'état de tension généralisée qui a gagné nos métiers et les salarié-es de la radio de service public.
Pourtant depuis toujours la radio chez nous se fait avec passion et investissement dans une volonté toujours renouvelée d'offrir aux auditeurs des programmes d'une qualité éditoriale et technique irréprochable qui fait entendre la différence du service public. C'est grâce au plaisir de travailler ensemble, de créer collectivement, que les programmes de nos chaînes sont fabriqués. Les auditeurs se retrouvent dans cette « grande famille », celle de « la maison ronde » !

Les contraintes financières qui nous sont imposées génèrent un mal être au travail qui devient une réalité fondamentale de notre entreprise. Jean-Luc Hees et ses directeurs prétendent développer les activités sans défendre les moyens qui devraient leur correspondre. C'est donc à marche forcée, « *faire plus à effectifs constants* », qu'ils s'enorgueillissent de développer le multimédia (environ 150 salarié-es à trouver dans les cœurs de métier de la radio) et d'ouvrir de nouvelles radios locales.
Invoquant la nécessité de respecter le Contrat d'Objectifs et de Moyens, la direction pratique une politique de redéploiements tous azimuts. Ce plan social qui ne dit pas son nom détruit notre organisation du travail et nos métiers en nous obligeant à renoncer à des processus de production qui font notre différence et notre fierté.
Dans ce climat où chacun s'interroge déjà sur les perspectives de notre entreprise, la casse de notre convention collective, et le chantier pharaonique de la réhabilitation de la maison de la radio sont autant de menaces sur les conditions de production et de diffusion de la radio de service public.

Profitant de la volonté du gouvernement Fillon de détruire la convention collective et le système salarial de l'audiovisuel public, la direction de Radio France, s'applique, par des négociations qui n'en ont que le nom, à détruire toute notion de métier, conduisant ainsi à l'isolement de chacun d'entre nous, alors que ce qui fait la force de nos antennes et de nos programmes est bien cette expertise professionnelle reconnue dans laquelle chacun-e peut s'identifier avec fierté. Nous ne voulons pas de ce projet d'accord destructeur de nos métiers et de notre radio.
Pour imposer aux salarié-es cette politique de destruction, la direction s'appuie sur les méthodes managériales manipulatrices, infantilisantes, culpabilisantes, anxiogènes.
Aujourd'hui les salarié-es de Radio France tirent la sonnette d'alarme. Avec les dernières coupes budgétaires de 4,5M€ la direction de Radio France est passée sans état d'âme de l'équation « *faire plus à moyens*

La CGT RADIO FRANCE 116, avenue Kennedy 75220 PARIS CEDEX 16 pièce 4350
01 56 40 22 21 01 56 40 34 05 e-mail contact@cgt-radiofrance.org
Site internet : http:\\www.cgt-radiofrance.org

constants » déjà intenable à l'équation *« faire plus à moyens réduits »* qui va amplifier les dommages collatéraux que nous constatons déjà.

La CGT réaffirme que :

- La radio de service public doit avoir les moyens de ses missions.
- La casse de la convention collective de l'audiovisuel public doit cesser.
- Les nominations de présidents et de directeurs sur des critères politiques et salonards doivent cesser.

Nous, CGT Radio France, vous demandons, Monsieur le Président, un moratoire sur la négociation de l'accord de substitution imposée par le gouvernement sortant. Il faut reprendre le projet de convention collective de l'audiovisuel public sur des bases et des valeurs dignes de nos missions, respectueuses de nos métiers.

Nous, CGT Radio France, vous demandons, Monsieur le Président, de permettre un développement de qualité des nouvelles activités de nos antennes en octroyant à celles-ci de nouveaux moyens à la hauteur d'un service public de la culture dont tous les citoyen-nes et tous les salarié-es pourront être fier-es.

En vous remerciant de votre attention, veuillez accepter, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments respectueux.

La CGT Radio France

La CGT RADIO FRANCE 116, avenue Kennedy 75220 PARIS CEDEX 16 pièce 4350
01 56 40 22 21 01 56 40 34 05 e-mail contact@cgt-radiofrance.org
Site internet : http:\\www.cgt-radiofrance.org